

JUGEMENT  
N° 107/19/CACC/TCC  
DU 06 NOVEMBRE 2019

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2019/0772**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU**  
**CONTENTIEUX**

**PRESIDENT** : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES** : **François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

**MINISTERE PUBLIC** : **Mario METONOU**

**GREFFIER** : **Hervé ADOUKONOU**

**DEBATS** : Le 30 octobre 2019

Union Béninoise des  
Pharmaciens  
(UBPHAR) SA

**(Me Alexandrine F.  
SAÏZONOU-BEDIE)**

Jugement réputé contradictoire, en matière commerciale, et en premier ressort, prononcé le 06 novembre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE** :

**UNION BENINOISE DES PHARMACIENS (UBPHAR) SA**, Société Anonyme de droit béninois, dont le siège social est sis à Cotonou au carré N° 647 Gbèdiga en face de la prison civile de Cotonou, 01 BP 3629, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général, Monsieur Ghislain AGONSSANOU, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège, assistée de **Maître Alexandrine F. SAÏZONOU-BEDIE**, Avocat à la Cour ;

C/

Pharmacie Place  
BAYOL SARL

**OBJET :**  
**Païement**

**D'UNE PART**

**DEFENDERESSE**:

**PHARMACIE Place BAYOL SARL**, Société de droit béninois ayant son siège social sis à Porto-Novo, Place BAYOL, BP 345, prise en la personne de son gérant en exercice, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège ;

**D'AUTRE PART**

## **LE TRIBUNAL**

L'Union Béninoise des Pharmaciens (UBPHAR) S.A et la Pharmacie Place BAYOL SARL entretiennent des relations d'affaires dont il est résulté en 2008, une dette de 6.791.888 FCFA à la charge de celle-ci, qu'elle s'est engagée à apurer par un paiement mensuel de deux cent mille (200.000) FCFA, dans le cadre d'un règlement amiable ;

En 2018, le compte de la Pharmacie Place BAYOL dans les livres de l'UBPHAR présentait un solde débiteur de six millions neuf cent sept mille deux cent trente-trois (6.907.233) FCFA, au titre de l'achat de produits pharmaceutiques ;

Mise en demeure de payer par lettre en date du 14 février 2019, la Pharmacie Place BAYOL n'y a pas donné suite favorable ;

Par exploit en date du 19 septembre 2019, l'UBPHAR l'a attirée devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant sa condamnation au paiement de la somme réclamée ainsi que cinq cent mille (500.000) FCFA à titre de dommages-intérêts ;

Elle demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

L'exploit introductif d'instance a été signifié au représentant légal de la Pharmacie Place BAYOL en personne, mais ce dernier n'a pas comparu et n'a pas fait valoir d'observations ;

La présente décision est réputée contradictoire à son égard ;

## SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que l'article 28 alinéa 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu qu'il résulte des pièces du dossier, que dans le cadre des acquisitions de produits pharmaceutiques auprès de l'UBPHAR, la Pharmacie Place BAYOL est restée débitrice dans ses livres de la somme de six millions neuf cent sept mille deux cent trente-trois (6.907.233) FCFA ;

Que cette créance étant certaine, liquide et exigible, il convient de la condamner au paiement, avec le bénéfice de l'exécution provisoire de la moitié, mais non sur la minute, en considération des besoins actuels de recouvrement de sa créance exprimée par la demanderesse pour faire face à ses propres engagements ;

Attendu, par ailleurs, que *dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts*

*moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve ;*

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, l'UBPHAR ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'elle affirme simplement ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par décision réputée contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

Reçoit l'Union Béninoise des Pharmaciens (UBPHAR) S.A en son action et la déclare bien fondée ;

Condamne la Pharmacie Place BAYOL SARL à payer l'Union Béninoise des Pharmaciens la somme de six millions neuf cent sept mille deux cent trente-trois (6.907.233) FCFA ;

Rejette la demande de dommages-intérêts ;

Dit que la présente décision est exécutoire par provisions à hauteur de la moitié ;

Condamne la Pharmacie Place BAYOL SARL aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**